

**Les professeurs du lycée Jacques Brel à La Courneuve (Seine-Saint-Denis) réunis en Assemblée générale ce mercredi 25 novembre 2009 avec leurs sections syndicales SNES-FSU et SUD-Education, suite à la grève majoritaire dans l'établissement du 24 novembre 2009.**

**Nous rejetons la notion de « taux d'encadrement » du ministère et réaffirmons le manque de moyens dont souffrent les établissements aujourd'hui.**

Nous constatons les besoins de notre profession en matière d'enseignants titulaires des concours, y compris dans notre établissement ; nous réclamons la restitution des dizaines de milliers de postes supprimés, l'annulation de la mesure de suppression de 16 000 postes pour l'année prochaine, la fin de l'assèchement des concours de recrutement, la fin de l'emploi de personnels précaires sans aucune formation professionnelle ;

**Nous affirmons qu'enseigner est un métier qui nécessite une véritable formation...**

...et réaffirmons notre refus des décrets de masterisation qui suppriment la formation professionnelle et pédagogique des enseignants : nous demandons le maintien d'un véritable stage professionnalisant : on ne peut être lâchés sans formation devant les élèves, un encadrement du stagiaire par un tuteur compétent et payé et non d'un vague compagnonnage fondé sur le volontariat. Nous refusons les stages en responsabilité pour les étudiants de Master 2. Nous demandons que cette réforme ne soit pas un prétexte à supprimer de nouveaux postes d'enseignants titulaires et de les remplacer par des personnels contractuels et non formés...

**Nous exigeons une autre réforme des lycées que celle proposée par le président de la République et le ministre de l'Education nationale...**

**Nous insistons pour que les différents éléments du projet soient complètement clarifiés.** Nous ne savons toujours pas comment les horaires laissés sous la responsabilité des CA vont se répartir. Nous ne savons toujours pas en quoi consiste l'accompagnement éducatif et qui le mettra en œuvre. Nous ne savons toujours pas comment vont se présenter les programmes pour le mois de septembre 2010 et sommes très inquiets de la « réécriture » des programmes en deux mois.

**Nous constatons que les engagements du président de la République ne sont pas tenus :** les moyens ne seront pas constants, la hiérarchie des séries ne sera pas modifiée, les conditions de travail des enseignants se dégraderont, le métier ne sera pas revalorisé, les enseignants effectueront des tâches qui ne relèvent pas de leurs compétences (orientation, tutorat, accompagnement). Nous refusons de travailler plus sans aucune compensation et nous refusons toute modification des décrets de 1950 régissant notre statut.

**Nous exigeons une réforme qui permette la réussite de tous les élèves,** qui maintienne un cadre national à l'enseignement, aux horaires et aux examens (baccalauréat national, anonyme et premier diplôme universitaire), qui rénove l'enseignement technologique (STI et STL), qui n'ait pas comme seul objectif de diminuer les dépenses publiques mais qui soit une réforme réellement au service des élèves. Nous refusons la ghettoïsation des lycées des quartiers populaires aggravée par l'« assouplissement » de la carte scolaire. Ces établissements doivent être au cœur de la réforme. Les options facultatives ne doivent pas être réservées à des établissements privilégiés et doivent rester cumulables. Nous entamons à l'intérieur de l'établissement une réflexion menant à l'élaboration d'une plateforme revendicative et interdisciplinaire sur notre idée de la réforme du lycée.

**Nous affirmons refuser toute remise en cause des statuts d'enseignant, constamment dévalorisés par les gouvernements successifs depuis presque trente ans.**

**Sur cette base, nous nous tenons prêts, syndiqués et non-syndiqués, à l'appel des organisations syndicales, à participer à la bataille nécessaire, y compris par la grève, pour obtenir satisfaction.**